

LES THÉMATIQUES DURABLES

La philosophie de Mirova, pôle d'expertise en investissement responsable de Natixis Asset Management, repose sur la conviction que l'intégration des enjeux du développement durable permet de proposer aux investisseurs des solutions responsables.

Pour identifier les entreprises qui répondent concrètement aux enjeux de demain, les experts de Mirova ont mis en place une lecture originale de l'économie au travers de 8 thématiques d'investissement durable.

À partir de cette grille de lecture, les équipes Mirova identifient les entreprises qui développent des solutions pour l'avenir et présentent, par ailleurs, une démarche de responsable sociale des entreprises (RSE) en ligne avec leur stratégie.

L'objectif est ainsi de s'assurer que les entreprises répondent aux enjeux clés sectoriels. Par exemple, au sein de la thématique « Bâtiments et villes durables », l'évaluation des sociétés du secteur des matériaux de construction met avant tout l'accent sur l'efficacité énergétique des matériaux, mais aussi sur d'autres critères dans le cadre de la revue des pratiques RSE, tels que les émissions CO₂ résultant des processus de production, la santé et la sécurité au travail, le respect des droits humains fondamentaux, l'éthique des affaires, etc.

Quel que soit leur secteur d'activité, ces entreprises disposent de nombreux leviers d'action : innovations technologiques, produits ou services durables (etc.) qui s'inscrivent dans une stratégie de long terme et peuvent contribuer à la naissance d'un modèle économique plus soutenable.

8 thématiques durables.....	1
Énergie durable.....	2
Mobilité durable.....	4
Bâtiments et villes durables.....	6
Ressources durables.....	8
Consommation durable.....	10
Santé durable.....	12
Technologies de l'information et de la communication durables.....	14
Finance durable.....	16

ÉNERGIE DURABLE

80 %

de la consommation d'énergie mondiale provient des énergies fossiles¹

3 milliards

de personnes sont tributaires du bois de coupe et du charbon pour cuisiner et se chauffer²

2006

année du pic de production de pétrole « conventionnel »³

11 L'enjeu : assurer la transition énergétique

Sortir au plus vite des énergies fossiles...

Le recours massif aux énergies fossiles (charbon, pétrole, gaz) depuis plus d'un siècle a permis des progrès majeurs dans la plupart des activités humaines : transport, logement, industrie, agriculture, santé... Aujourd'hui, nous savons que le changement climatique et la raréfaction des ressources fossiles mettent en péril notre modèle de développement. Pour y faire face, il est impératif d'opérer une transition rapide vers d'autres ressources énergétiques sobres en carbone et vers une économie moins consommatrice d'énergie. Les changements nécessaires sont colossaux : la consommation d'énergie mondiale n'a jamais cessé d'augmenter, les énergies fossiles représentent encore 80 % de l'approvisionnement énergétique mondial¹.

rapide : les efforts en matière d'efficacité énergétique ne sont pas suffisants pour freiner l'essor des consommations d'énergie et les énergies renouvelables représentent moins de 15 % de la production mondiale¹. Dès lors, ces solutions nécessiteront encore de fortes innovations.

Des alternatives moins consensuelles peuvent également apporter des réponses aux enjeux climatiques : le gaz (en raison de son empreinte carbone plus réduite que celle du pétrole et du charbon) peut, par exemple, avoir un rôle à jouer comme énergie de transition ou encore le nucléaire qui présente l'avantage de ne pas émettre de gaz à effet de serre, même s'il comporte des risques de sécurité spécifique.

Des changements encouragés par la réglementation et les marchés

Ces changements sont encouragés à la fois par une pression réglementaire de plus en plus forte et par un contexte de prix croissants de l'énergie. Côté réglementation, la prise de conscience internationale du changement climatique a permis la mise en place de nombreux textes, comme le protocole de Kyoto ou l'accord de Copenhague, ainsi que le développement de marchés carbone dans différentes régions du monde. Même si des blocages persistent encore, avec en particulier de forts désaccords entre les pays sur le type de réforme à mettre en place au niveau international, il existe un consensus fort sur le constat d'une urgence à agir. Au-delà des réglementations, les tensions accrues sur les prix de l'énergie constituent une incitation forte au changement. À titre d'illustration, entre 2003 et 2008, le « troisième choc pétrolier » a abouti à une multiplication par 5 du prix du baril de pétrole et à une multiplication par 3 des prix du gaz.

... tout en favorisant l'accès à l'énergie au plus grand nombre

À ces enjeux environnementaux s'ajoute une problématique sociale. Plus de 40 % de l'Humanité a encore recours à l'énergie, se limitant principalement au bois de coupe pour le chauffage et la cuisson qui est responsable notamment de nombreux problèmes respiratoires.

Des réponses multiples

Certaines réponses à ces enjeux sont déjà largement connues : amélioration de l'efficacité énergétique, recours massif aux énergies renouvelables... Toutefois, le déploiement n'est pas assez

(1) Agence Internationale de l'Énergie (AIE), 2009, *Energy Balance for World*. • (2) Nations Unies (UN), 2012, *L'énergie et le développement durable*. • (3) Agence internationale de l'énergie (WEO), 2010, *World Energy Outlook*.

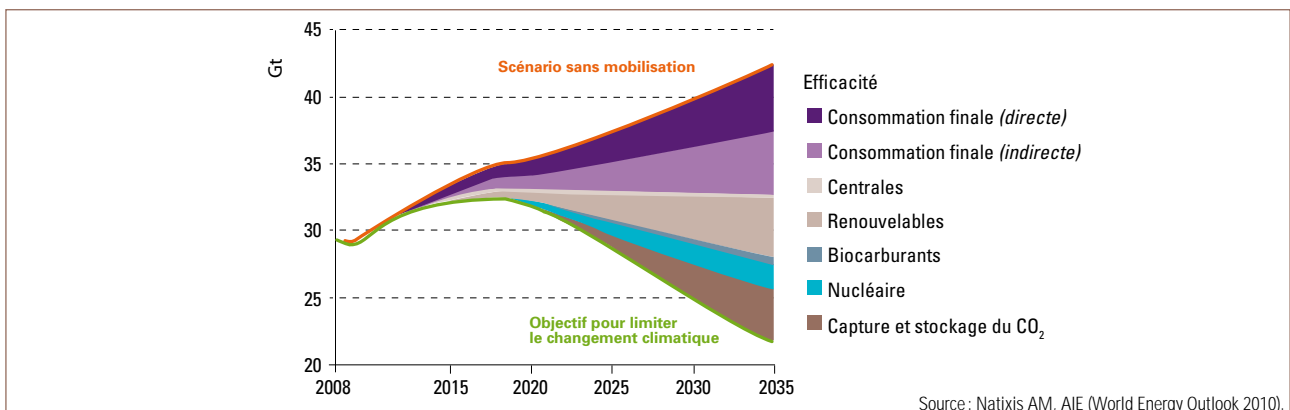


Figure 1 : Réductions d'émissions par technologie dans le scénario « 450 » de l'Agence Internationale de l'Énergie permettant de limiter la hausse des températures terrestres à 2°C

ÉNERGIE DURABLE

21 Des solutions responsables

1 Efficacité énergétique

« L'énergie la moins chère et la plus écologique est celle que l'on ne consomme pas ».

Les producteurs de biens d'équipement proposant à leurs clients des machines consommatrices d'énergie ont d'importants leviers d'amélioration dans l'efficacité énergétique de leurs produits : amélioration des rendements des turbines électriques, optimisation des moteurs industriels, solutions de transport de l'électricité à faibles pertes... Les acteurs présentant les solutions les plus innovantes peuvent se différencier en proposant à leurs clients à la fois une réduction de leurs consommations d'énergie et donc de leurs coûts, et une réduction de leur empreinte environnementale.

2 Énergies renouvelables

Les fournisseurs d'électricité sont parmi les plus concernés par cette nécessité de réduire leur intensité carbone en investissant dans des capacités de production renouvelables en remplacement de capacités de production thermiques. Si le coût de production du kilowatt-heure (kWh) renouvelable est encore significativement plus important que le kWh thermique, le développement de ces technologies est devenu à la fois une nécessité et une opportunité, poussées par les réglementations et les attentes des consommateurs.

3 Lutte contre la fracture énergétique

Les problématiques d'accès à l'énergie s'inscrivent dans un cadre très large, impliquant en particulier des questions de développement relevant de la compétence des États. Toutefois, les sociétés privées peuvent proposer des éléments de réponse à ces sujets. Au-delà des approches de mécénat, certaines sociétés proposent, par exemple, des produits conçus spécialement pour faciliter l'accès à des formes d'énergie modernes pour les populations les plus défavorisées. Si ces initiatives restent rares, les besoins des populations sont énormes, constituant une opportunité tant économique que sociale.

		Principaux secteurs				
		Pétrole et gaz	Biens d'équipement	Gaz industriels	Fournisseurs de gaz et électricité	
Opportunités	Énergies renouvelables	Énergie hydraulique				
		Solaire				
		Éolien				
		Biomasse				
		Géothermie				
		Autres énergies renouvelables				
	Autres énergies bas carbone	Gaz				
		Nucléaire				
		Capture et stockage du CO ₂				
	Efficacité énergétique	Smart grids**		1		
		Processus industriels				
	Accès à l'énergie pour les populations les plus défavorisées			3		3

□ Absence d'opportunités significatives □ Opportunités faibles □ Opportunités fortes

*La thématique Énergie durable traite l'efficacité énergétique uniquement pour la partie industrie. Les autres enjeux d'efficacité énergétique, notamment dans les transports, le bâtiment ou les biens de consommation, sont traités dans les thématiques dédiées. **Réseaux intelligents.

MOBILITÉ DURABLE

15 %

des émissions mondiales de gaz à effet de serre proviennent du secteur du transport¹

3

fois plus de mobilité en 2050 qu'en 2000²

30 %

de la population totale de la planète n'a pas accès à une route praticable en toute saison³

11 L'enjeu : mieux se déplacer, ensemble

Repenser la mobilité comme une ressource rare...

Dans un monde toujours plus ouvert, plus libre, plus globalisé, les populations souhaitent se déplacer davantage. Aujourd'hui, la mobilité s'éloigne toujours un peu plus d'un modèle de développement durable : dégradation de la qualité de l'air autour des centres urbains, émissions de CO₂, consommation de ressources pétrolières, dégradation des services écosystémiques par les réseaux. Avec la raréfaction des énergies fossiles, le changement climatique, la dégradation de l'environnement et l'urbanisation croissante, nos sociétés n'ont plus d'autre choix que d'amorcer un virage vers une mobilité durable, plus sobre, plus juste, plus propre, plus sûre et plus intelligente.

Apporter des outils de progrès technologiques et organisationnels

Qu'elles soient portées par des réglementations plus contraignantes (subventions des transports publics, taxation des carburants, péages urbains, bonus / malus écologique, etc.), ou par des initiatives volontaires, certains acteurs économiques apportent des solutions innovantes comme « outils de progrès » de la mobilité durable. La transition vers une mobilité durable est une opportunité sans précédent pour ceux qui sauront entrer les premiers dans la prochaine ère du pétrole irrémédiablement rare, en développant des technologies et des solutions de mobilité alternatives.

Les enjeux de la mobilité durable sont aussi bien technologiques qu'organisationnels :

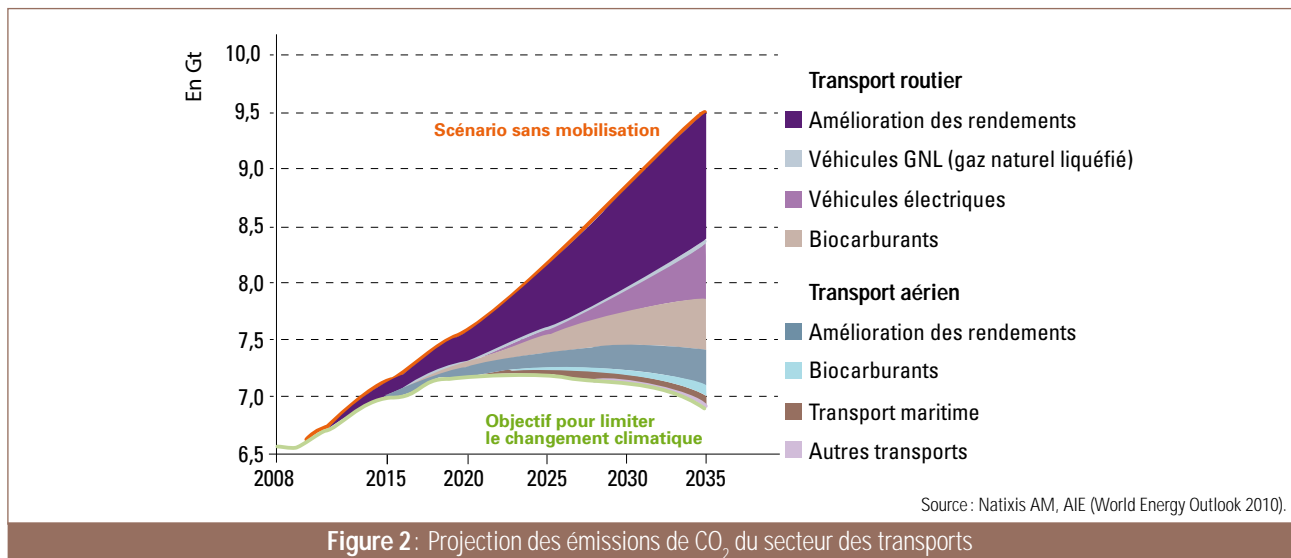
- ➔ Technologiques, avec l'amélioration des rendements énergétiques des véhicules, et le développement de technologies de rupture comme les véhicules électriques, hybrides et à pile à combustible, afin de réduire notre dépendance au pétrole ;
- ➔ Organisationnels, avec une nouvelle façon de concevoir le déplacement au-delà du mode de transport.

— 4 —

... et réduire dans le même temps la fracture de la mobilité

La mobilité est aujourd'hui un privilège inégalement réparti entre les êtres humains. Que ce soit dans les banlieues périurbaines des pays développés, véritables « trappes d'immobilisme », ou dans les pays en voie de développement dépourvus d'infrastructures et de moyens de transports, la mobilité est devenue le reflet des inégalités sociales.

(1) Agence Internationale de l'Énergie (AIE), 2009. • (2) OCDE, 2011, *Rapport sur les Perspectives des transports*. • (3) Banque Mondiale, 2007.



MOBILITÉ DURABLE

21 Des solutions responsables

1 Solutions améliorant les performances des moteurs à combustion

En amont de la chaîne de valeur, les équipementiers, les motoristes, les chimistes et les pneumaticiens disposent de nombreux leviers d'optimisation des consommations des véhicules (par kilomètre parcouru pour le transport des personnes et par kilomètre et tonne transportée pour le fret) comme l'aérodynamisme, l'allègement des véhicules, la réduction de la résistance au roulement, la gestion des consommations d'énergie internes, etc. Les acteurs les plus innovants peuvent se différencier en proposant à leurs clients à la fois une réduction de leurs consommations d'énergie et donc de leurs coûts, et une réduction de leur empreinte environnementale.

2 Transport ferroviaire

Grâce à une traction le plus souvent électrique, le transport ferroviaire présente une empreinte environnementale beaucoup plus faible que le transport routier. Cet atout écologique doit représenter un des leviers d'actions essentiels dans les politiques publiques de mobilité durable dotée d'une logique de développement intégrée et multimodale. Le transport ferroviaire devrait largement bénéficier de l'augmentation globale de la demande de transport estimée à + 12% tous modes confondus d'ici 2020 d'après Accenture⁴.

(4) Accenture, 2012, Étude « Rail 2020 ».

3 Transports en commun reliant l'urbain et le péri-urbain

Les transports collectifs sont définitivement un secteur d'avenir. Tram-train, métro, tramway et autres trolleybus devront doubler leur part de marché d'ici 2025 selon l'UITP (Union Internationale des Transports Publics). Le tram-train, pouvant circuler à la fois sur les voies de tramway en zone urbaine et sur les voies ferrées en périphérie, va profiter de ce regain d'intérêt. Il permet de se déplacer avec aisance du centre-ville vers les villes voisines, sans avoir à changer de mode de transport.

		Principaux secteurs					
		Équipementiers	Pneumaticiens	Constructeurs automobiles	Infrastructures	Transport ferroviaire	Transport maritime
Opportunités	Innovations de rupture	Électrification du véhicule	Opportunités fortes	Absence d'opportunités significatives	Opportunités fortes	Absence d'opportunités significatives	Opportunités fortes
		Hydrogène énergie	Opportunités fortes	Absence d'opportunités significatives	Opportunités faibles	Absence d'opportunités significatives	Absence d'opportunités significatives
	Performances du moteur thermique	Réduction des externalités environnementales	1			Opportunités fortes	Opportunités fortes
		Intermodalité	Absence d'opportunités significatives	Absence d'opportunités significatives	Opportunités faibles	2	Opportunités fortes
	Contre le « tout automobile »	Économie de fonctionnalité	Absence d'opportunités significatives	Absence d'opportunités significatives	Opportunités faibles	Opportunités faibles	Opportunités fortes
		Transports en commun	Absence d'opportunités significatives	Absence d'opportunités significatives	Opportunités faibles	3	Opportunités fortes
	Accès à la mobilité pour les populations les plus défavorisées	Absence d'opportunités significatives	Absence d'opportunités significatives	Opportunités faibles	Opportunités faibles	Opportunités fortes	Opportunités fortes

Absence d'opportunités significatives
 Opportunités faibles
 Opportunités fortes

BÂTIMENTS ET VILLES DURABLES

35 %

des consommations d'énergie proviennent du bâtiment¹

100 millions

de sans-abris dans le monde²

70 %

de la population de la planète vivra en zone urbaine en 2050³

11 L'enjeu : penser les villes éco-responsables

Des enjeux environnementaux croissants...

À la fois énergivore, émetteur de gaz à effet de serre, et dans une moindre mesure consommateur d'eau, le bâtiment est source d'impacts environnementaux majeurs. Les émissions de CO₂ résultant de la production des matériaux nécessaires à la construction, combinées à la consommation massive d'énergie lors de la phase d'utilisation, situent le bâtiment au cœur des préoccupations environnementales.

Compte tenu de la croissance démographique et de l'accélération de l'urbanisation, les besoins en termes de construction (bâtiments, infrastructures, etc.) ne cessent d'augmenter, ce qui accentue par la même occasion les enjeux environnementaux autour de la thématique.

... et de nombreux catalyseurs accélérant la mutation du bâtiment

L'ampleur des enjeux incite à mettre en place des dispositifs pour faire évoluer le bâtiment vers un modèle plus soutenable. Par exemple, la création de marchés du carbone dans différentes régions du monde devrait encourager la production de matériaux lourds moins polluants (ciment). De plus, les mesures réglementaires se multiplient pour favoriser une meilleure efficacité énergétique des bâtiments : Directive Européenne de Performance Énergétique visant une consommation quasi nulle des nouveaux bâtiments à horizon fin 2020 en Europe ; programme « Better Buildings Initiative » aux États-Unis ; projets ambitieux en Chine en termes de constructions vertes dans le cadre du plan quinquennal 2011-2015, etc. Le développement de labels et certifications (HQE⁴, BREEAM⁵, LEED⁶, etc.) soutient également l'efficacité environnementale du macro-secteur.

(1) Agence Internationale de l'Énergie (AIE), 2008, "Energy efficiency requirements in building Codes, Energy Efficiency for new buildings". • (2) ONU, 2005, communiqué du rapporteur spécial sur le logement décent. • (3) UN, World Urbanization Prospects The 2011 Revision. • (4) HQE: « Haute Qualité Environnementale » • (5) BREEAM: "BRE Environmental Assessment Method". • (6) LEED: "Leadership in Energy and Environmental Design" • (7) Article 25.1 de la Déclaration Universelle des droits de l'Homme. • (8) AIE, 2011, "Technology Roadmaps Energy-efficient buildings: heating and cooling equipment".

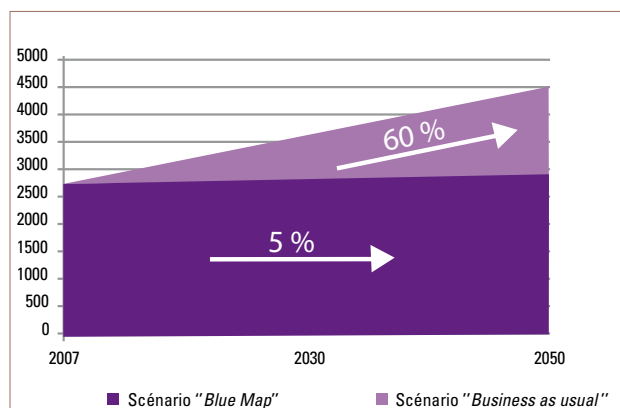
Le scénario "Blue Map"⁸ de l'Agence Internationale de l'Énergie est une hypothèse selon laquelle, entre autres, les consommations d'énergie du bâtiment pourraient n'augmenter que de 5 % entre 2007 et 2050, principalement grâce à des efforts d'efficacité énergétique. Selon le scénario "Business as usual", l'augmentation pourrait aller jusqu'à 60 % sur la période.

Des solutions offrant des opportunités à la fois sur le plan environnemental et économique

Si les enjeux environnementaux sont colossaux, les leviers d'amélioration sont proportionnels. Nombreuses sont les solutions permettant de faire face à la problématique : ciments composites bas carbone et éco-construction pour réduire l'empreinte environnementale de la phase amont, mais surtout une optimisation de la phase d'utilisation qui concentre l'essentiel des impacts (meilleure isolation thermique, contrôle et gestion des consommations d'énergie et d'eau, etc.). Si l'efficacité énergétique requiert certains investissements, ceux-ci permettent de réduire la facture énergétique à plus ou moins long terme selon les solutions adoptées.

L'accès au logement, un défi social à relever

Bien que la thématique soit avant tout environnementale, les défis sociaux à relever ne sont pas négligeables. L'ONU estime le nombre de sans-abris dans le monde à plus de 100 millions, et le nombre de mal-logés à 1,6 milliard². Et le bilan risque de s'alourdir compte tenu de la croissance démographique des pays émergents. Or, le logement fait partie des droits humains fondamentaux⁷. Les secteurs du bâtiment ont donc un rôle majeur à jouer dans l'accès au logement pour tous et dans l'amélioration de la qualité de l'habitat des populations à bas revenus.



Source: Natixis AM, AIE 2011.

Figure 3 : Estimation de l'évolution des consommations d'énergie du bâtiment selon les scénarios

BÂTIMENTS ET VILLES DURABLES

21 Des solutions responsables

1 Standards élevés en matière d'éco-construction et d'éco-rénovation

Pour un groupe foncier, par exemple, il s'agit de définir un cahier des charges exigeant pour les constructeurs pour les nouveaux projets, et de rénover le parc existant pour en améliorer les performances environnementales. Les acteurs les mieux positionnés sur ces enjeux anticipent efficacement la mise en œuvre des réglementations, et tirent leur épingle du jeu face à la demande croissante des acheteurs et des loueurs de plus en plus attentifs à ces aspects. Une part importante d'actifs certifiés est notamment révélatrice d'une démarche de qualité.

2 Solutions d'efficacité énergétique passive du bâtiment

La phase d'utilisation du bâtiment concentre la majeure partie des impacts environnementaux du bâtiment, découlant principalement des consommations massives d'énergie. Le chauffage et la climatisation concentrent à eux seuls plus de la moitié des consommations. Une bonne isolation thermique permet ainsi d'améliorer significativement l'efficacité énergétique passive du bâtiment et de réduire la facture énergétique. Les producteurs de matériaux d'isolation tels que la laine de verre, la laine de roche ou encore le vitrage haute performance, sont particulièrement bien positionnés pour faire face à cet enjeu.

3 Solutions d'efficacité énergétique active

À l'instar des producteurs de matériaux de construction éco-efficients, les fournisseurs d'équipements électriques peuvent offrir des solutions efficaces pour réduire les consommations d'énergie. Il s'agit d'améliorer activement l'efficacité énergétique en proposant par exemple des systèmes de mesures des consommations (compteurs intelligents), d'automatisation du bâtiment (détecteurs de présence pour gérer l'éclairage), de programmation (coupure des postes bureautiques, de la ventilation...) ou encore de gestion du chauffage.

		Principaux secteurs				
		Groupes fonciers	Construction & ingénierie	Matériaux de construction	Biens d'équipements	Services à l'immobilier
Opportunités	Éco-construction des bâtiments et des villes	Cahier des charges de construction responsable	1			
		Construction aux meilleurs standards environnementaux				
		Matériaux éco-conçus				
		Contrôle et certification des performances environnementales				
		Efficacité environnementale passive : énergie et eau			2	
	Efficacité environnementale de la phase d'utilisation	Efficacité environnementale active : énergie et eau				3
		Éco-rénovation des bâtiments existants	1			
	Logement de qualité pour les populations à bas revenu (BOP)*	Sensibilisation des occupants à un comportement responsable				
		Accès au logement				
		Amélioration de la qualité du logement				

*BOP: Bottom Of the Pyramid.



Absence d'opportunités significatives



Opportunités faibles



Opportunités fortes

RESSOURCES DURABLES

30 %

de la production agricole mondiale n'est pas consommée¹

6 900 milliards

m³ le besoin en eau d'ici 2030 (vs 4 500 milliards m³ aujourd'hui)²

40 à 50 X

plus de métaux précieux dans les déchets électroniques que dans les mines³ (en termes de concentration)

11 L'enjeu : préserver les ressources tout en subvenant durablement à nos besoins

Des pressions croissantes sur tous les types de ressources⁴

Jamais encore nos sociétés n'avaient été confrontées à de telles tensions sur l'approvisionnement en minéraux, en eau, en produits agricoles (etc.), créées par la croissance démographique et l'élévation des standards de nos modes de vie. Nous avons pris conscience que certaines ressources non renouvelables n'étaient pas infinies, mais que cela concerne également les ressources renouvelables aujourd'hui exploitées au-delà de leur rythme de renouvellement (poissons, forêts, eau...).

Agriculture et forêts : assurer une production suffisante tout en préservant les écosystèmes

— 8 — L'agriculture du 21^e siècle va devoir résoudre une équation complexe : produire plus de denrées pour satisfaire les besoins alimentaires d'une population croissante (avec davantage de produits agricoles pour les marchés des biocarburants et de la chimie du végétal), tout en préservant la fertilité des sols, la qualité des eaux, la biodiversité et le climat. L'amélioration des rendements et du taux d'exploitation par des pratiques agricoles soutenables, et la limitation des pertes des récoltes sont les principaux leviers à actionner pour tendre vers une agriculture durable et réussir la « nouvelle révolution verte ».

Eau : développer les infrastructures et les technologies

Bien que la quantité d'eau totale présente sur Terre soit relativement constante, l'eau douce de qualité et en quantité et suffisante est une ressource inégalement répartie. Ces déséquilibres locaux sont déjà une réalité dans de nombreuses régions souffrant de stress hydrique, accentués par la hausse de la demande et le changement climatique. Consommée à 70 % pour l'agriculture, la problématique de l'eau est fortement liée à celle de l'alimentation, et plus largement à celle de la santé.

Favoriser les investissements dans l'accroissement de l'offre (infrastructures, traitement) et dans l'amélioration de l'efficacité de l'utilisation (principalement par de meilleures techniques d'irrigation) sont des mesures clés pour garantir un accès durable à cette ressource.

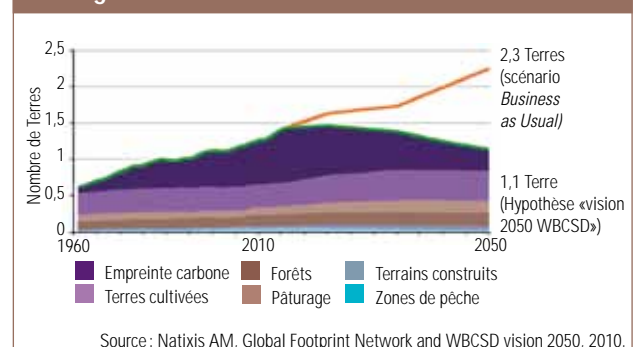
Déchets et recyclage : optimiser les ressources

Les modèles d'entreprise reposant sur une économie linéaire « extraire – transformer – jeter » s'exposent à des risques croissants qui vont de la hausse des prix des matières premières au risque de rupture de la chaîne d'approvisionnement. Ces tendances de fond vont s'accélérer avec l'urbanisation de la population et les coûts grandissants de l'extraction des ressources. Mirova est convaincue que les acteurs économiques en faveur d'un modèle de développement « circulaire » (écologie industrielle, recyclage, etc.) vont capturer des opportunités de création de valeur économique, sociale et environnementale.

Métaux : préserver des réserves de qualité

Pour faire face au déclin des réserves et aux impacts environnementaux croissants de l'extraction de minerais de moindre qualité, le recyclage est une solution, mais celle-ci restera techniquement limitée. Réduire l'impact environnemental de la production minière, préserver les réserves via l'usage de métaux recyclés et de substitution, et proposer des métaux contribuant au développement des technologies vertes restent encore des solutions à développer.

Figure 4 : Combien de « Terres » consommons-nous ?



L'équivalent de 1,5x les ressources naturelles de la Terre sont consommées chaque année et ce ratio pourrait s'accroître à 2,3x en 2050 si les modes de production restent inchangés.

(1) U.K. Government Office for Science, January 2011, "The Future of Food and Farming: Challenges and Choices for Global Sustainability". • (2) 2030 Water Resources Group, 2009, Charting the water future. • (3) Global e-sustainability Initiative (GeSI), 6 juillet 2012, "E-waste: Annual Gold, Silver "Deposits" in New High-Tech Goods Worth \$21 Billion; Less Than 15% Recovered". • (4) La gestion des ressources concerne tous les secteurs, mais certaines activités sont plus directement liées à l'exploitation et au traitement des matières premières : nous considérons ainsi 4 sous-thèmes dans la thématique (Agriculture et forêts, Eau, Métaux, Déchets et recyclage) ; les ressources fossiles étant couvertes dans la thématique d'investissement Énergie.

RESSOURCES DURABLES

21 Des solutions responsables

1 Fertilisants à libération lente ou contrôlée

L'efficacité de la fertilisation azotée est l'un des objectifs majeurs de l'agriculture moderne. Les apports excessifs d'engrais par rapport aux besoins des plantes génèrent des surplus qui s'échappent dans les écosystèmes, engendrant la prolifération d'algues vertes et la création de « zones mortes ». Les engrais à libération lente ou contrôlée libèrent l'azote au fur et à mesure de son absorption par les plantes, limitant ainsi les pertes. Ces engrais servent aujourd'hui pour l'agriculture à haute valeur ajoutée et commencent à être utilisés pour les grandes cultures céréalières.

2 Micro-irrigation

La micro-irrigation également connue sous le nom de « goutte à goutte » est la technique d'irrigation la plus moderne et la plus économe en eau. Elle est surtout employée dans la production de légumes, de fruits et de fleurs. L'utilisation de la micro-irrigation s'est accélérée au cours des dernières décennies grâce à la production de systèmes abordables pour les petits exploitants.

3 Recyclage des métaux du gisement urbain des e-déchets

Les déchets provenant d'appareils électroniques augmentent de 40 millions de tonnes par an. D'ici 2020, le volume de ces e-déchets va par exemple tripler en Chine. Les réseaux de collecte et de tri spécifiques s'organisent donc, et plusieurs initiatives comme le recyclage des batteries de téléphone se révèlent être prometteuses. Le recyclage de métaux (cobalt, nickel, cuivre, terres rares, etc.) à partir de ces batteries rechargeables usagées et d'autres types de déchets est une opportunité « gagnant – gagnant » sur le plan environnemental et économique.

4 Technologies de récupération et traitements des métaux

Les rendements d'extraction des compagnies minières et métallurgiques peuvent être augmentés par des acteurs proposant des technologies de récupération et traitement des métaux à partir des effluents, des résidus de fumées, des poussières et des déchets des sites de production.

		Principaux secteurs					
		Chimie	Machinerie et équipements	Mines et métallurgie	Conseil, ingénierie et services	Services publics	
Opportunités	Agriculture et forêts	Amélioration de la productivité agricole	1				
		Économie du végétal					
	Eau	Augmentation de l'offre d'eau douce					
		Optimisation des consommations d'eau		2			
		Accès à l'eau potable pour tous					
	Déchets et recyclage	Promotion de « l'économie circulaire »	3				
		Métaux	Amélioration de l'efficacité dans l'industrie minière				4
			Technologies vertes				

Absence d'opportunités significatives
 Opportunités faibles
 Opportunités fortes

CONSOMMATION DURABLE

3 milliards

de nouveaux consommateurs « actifs »¹ devraient rejoindre les classes moyennes d'ici 2030²

4,16 Terres

seraient nécessaires si toute la population mondiale adoptait le mode de consommation actuel des États-Unis³

1,4 milliard

de personnes sont en surpoids⁴

11 L'enjeu : décorrélérer consommation et empreinte environnementale

Notre modèle actuel : une « surconsommation » globale...

Nous sommes aujourd'hui 7 milliards de personnes et nous utilisons déjà l'équivalent d'1,5 Terre ! Nos modes de consommation actuels reposent sur une augmentation continue de l'utilisation des ressources et des impacts environnementaux. Compte tenu des projections de croissance démographique et économique dans les pays émergents, la forte augmentation des classes moyennes renforcera encore cette pression sur la planète.

... mais aussi d'importants déséquilibres

Dans le même temps, plus d'1 milliard de personnes vit encore avec moins de 1,25 \$ par jour, ce qui ne permet pas de satisfaire aux besoins de base. Autre illustration de ces déséquilibres, le nombre de personnes souffrant de sous-nutrition est toujours très important, mais est aujourd'hui dépassé par le nombre de personnes en situation de surpoids. Dès lors, comment améliorer la qualité de vie d'une population croissante tout en préservant son capital naturel ?

Des consommateurs de plus en plus sensibles à ces problématiques

La réponse à cette équation se trouve en premier lieu entre les mains des consommateurs eux-mêmes. La sensibilité des consommateurs au développement durable s'accroît, non seulement en Europe (72 % des Européens se disent prêts à acheter des produits écologiques même s'ils sont plus onéreux selon Eurostat⁵), mais également dans les pays émergents (ex : 45 % des Chinois se disent prêts à payer plus cher pour un produit écologique selon une étude de National Geographic⁶). Bien que le décalage entre ces déclarations et les actes d'achat persiste, ces chiffres sont en progression.

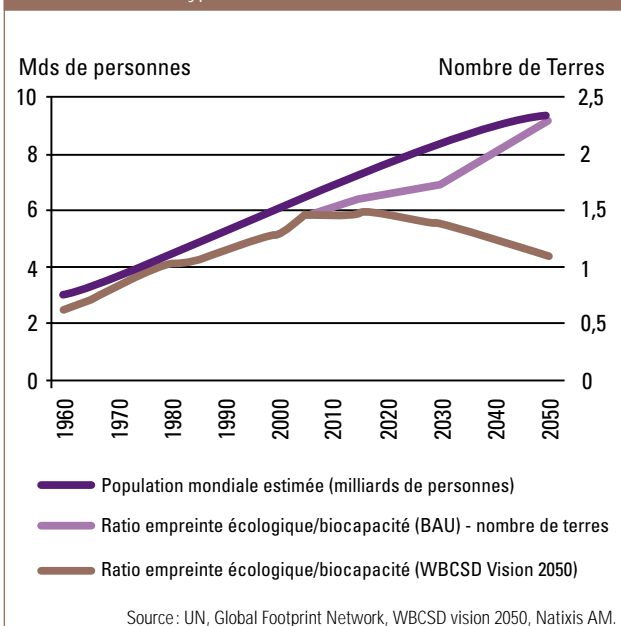
De même, une tendance de fond autour du naturel, de la santé et du bien-être s'installe durablement dans les comportements des consommateurs dans toutes les régions du monde. Le marché global de la santé et du bien-être dans l'alimentaire était estimé à plus de 600 milliards USD par Euromonitor International en 2011⁷.

De nouveaux business models à développer

Ces défis constituent autant d'opportunités pour les sociétés du secteur de la consommation : apporter plus de valeur tout en réduisant l'empreinte environnementale de leurs produits tout au long de leur cycle de vie, et participer au changement de comportement de leurs clients. De nombreuses initiatives existent déjà (commerce équitable, approvisionnement en matières premières naturelles issues de sources gérées de manière durable, produits à haute valeur nutritionnelle, etc.), mais elles restent encore marginales.

Répondre au défi d'une consommation durable passe par un changement d'échelle. Les acteurs qui offrent des réponses robustes et intégrées à leur business model seront privilégiés dans cette thématique d'investissement.

Figure 5 : Évolution du ratio empreinte écologique / biocapacité selon le scénario "Business as usual" (BAU) et l'hypothèse "Vision 2050 WBCSD"



(1) Les consommateurs « actifs » s'entendent ici comme la population adulte (âgée de plus de 20 ans) dont les dépenses journalières se situent entre 10 et 100 US\$ (PPA), i.e. la « classe moyenne » et au-delà. • (2) OECD, 2010, "Emerging Middle Class in Developing Countries." • (3) Global Footprint Network, 2012. • (4) OMS, mai 2012. • (5) European Commission Directorate General Special European Barometer 365. Attitudes of European Citizens towards the Environment (Provisional Summary), 2011. • (6) National Geographic Greendex, Consumer and the Environment: A World Tracking Survey, 2012. • (7) Euromonitor International, juin 2011.

CONSOMMATION DURABLE

21 Des solutions responsables

1 Sourcing responsable

La production de matières premières agricoles pose des défis environnementaux et sociaux majeurs et fait partie des principaux impacts d'un producteur agroalimentaire. Les sociétés ayant pour objectif d'acheter leurs principales matières premières auprès de sources gérées de manière durable et responsable (100 % du poisson certifié MSC^B, café équitable, etc.) est une réponse pertinente à la fois aux défis du développement durable, mais aussi aux attentes des consommateurs.

2 Ingrédients naturels

Les ingrédients d'origine végétale constituent des alternatives aux produits chimiques dérivés du pétrole, notamment pour l'industrie agroalimentaire (extraits aromatiques, colorants, conservateurs naturels, etc.), mais aussi pour d'autres industries comme la cosmétique (ingrédients issus des plantes aux propriétés anti-âge, hydratantes, etc.). Ils contribuent ainsi à améliorer le profil santé/bien-être/naturel d'un produit. Ce type d'acteur peut également jouer un rôle important d'accompagnement des sociétés agroalimentaires dans la reformulation de leurs produits (amélioration du profil nutritionnel, substitution d'un ingrédient de synthèse suspecté d'avoir des effets néfastes sur la santé ou l'environnement, etc.)

3 Développement d'éco-produits

Ce type de produits vise à diminuer l'empreinte environnementale sur l'ensemble du cycle de vie, en offrant un impact réduit (voire positif) sur au moins l'une des phases clés du produit : pendant la production, l'utilisation ou en fin de vie. Les sociétés se positionnent généralement sur deux types de produits : les produits éco-conçus, i.e. offrant un avantage environnemental pendant la phase de production (produits conçus à partir de matériaux recyclés) et les produits éco-efficaces, i.e. offrant un bénéfice environnemental pendant la phase d'utilisation (appareils électroménagers à faible consommation d'énergie). Les acteurs cherchant à étendre largement ce type de produit au sein de leur mix produits, au-delà des offres de niche, sont privilégiés au sein de la thématique.

(B) Marine Stewardship Council.

			Principaux secteurs		
			Production et distribution alimentaire	Production et distribution de biens de consommation non alimentaires	Hôtellerie, restaurants, loisirs et services
opportunités	Sourcing responsable	Matières premières durables	1		
		Matières premières recyclées			
		Commerce équitable / sourcing solidaire	1		
	Éco-produits / éco-services	Produits éco-conçus		3	
		Produits éco-efficaces			
		Éco-services			
		E-commerce			
	Amélioration de la qualité de vie	Étiquetage environnemental			
		Positionnement santé / nutrition	2		
		Services aux consommateurs (e.g. titres-restaurants)			
	Offres de produits spécifiques pour les populations à bas revenu (BOP)*				

□ Absence d'opportunités significatives □ Opportunités faibles □ Opportunités fortes

*BOP: Bottom of the pyramid.

SANTÉ DURABLE

~20 %

de la population mondiale n'a pas accès aux soins médicaux les plus élémentaires¹

15 %

de la population mondiale présente une forme de handicap²

~8 %

de la population mondiale est âgée de plus de 65 ans³

11 L'enjeu : permettre à chaque individu de bénéficier de son droit à la santé et à la longévité

Des nouveaux enjeux sociétaux découlant d'une mutation du secteur

Plusieurs macro-tendances viennent impacter la thématique de la santé, conduisant ainsi les acteurs du secteur à repenser leur activité. La croissance démographique dans les pays en développement, combinée aux faibles budgets publics alloués à la santé, compliquent l'accès aux soins même les plus élémentaires. Les Objectifs du Millénaire pour le Développement soulignent ainsi l'importance d'un partenariat avec le secteur privé « pour rendre les médicaments essentiels disponibles et abordables dans les pays en développement ». Dans les pays développés, le vieillissement de la population fait apparaître des maladies jusqu'ici moins fréquentes et pose surtout la question de la prise en charge des personnes en perte d'autonomie. La surmédication constitue également un problème majeur dans ces pays où les systèmes de santé demeurent coûteux et inégalement pris en charge par les pouvoirs publics.

Favoriser l'accès à la santé tout en se positionnant efficacement sur de nouveaux marchés

La thématique vise à soutenir en priorité les entreprises qui permettent de lever les barrières à un accès équitable aux services et produits de santé, aussi bien dans les pays en développement que dans les pays développés. Au-delà de la dimension caritative (dons, prix adaptés au niveau de vie, etc.), l'enjeu majeur réside dans la mise en place et la généralisation de systèmes de santé pérennes et autonomes, notamment dans les pays en développement. La thématique privilégie ainsi toutes les démarches de transfert de compétences, de soutien

(1) OCDE, août 2005, « L'assurance maladie privée dans les pays en développement ; une solution pour les pauvres ? ». • (2) OMS, juin 2011, « Handicap et Santé ». • (3) World Data Bank.

à la mise en place d'infrastructures de santé, de mécanismes de financement, etc. Les acteurs bien positionnés sur ce segment peuvent ainsi contribuer à améliorer l'accès à la santé tout en captant de nouveaux marchés.

Améliorer l'autonomie et la qualité de vie

Le vieillissement de la population et l'augmentation du nombre de personnes en situation de dépendance font émerger 2 enjeux croissants pour les acteurs de la thématique :

- renforcer le soutien aux personnes dépendantes en raison de leur âge, d'une maladie ou d'un handicap qu'elles soient en établissement spécialisé ou qu'elles restent à domicile ;
- diminuer la souffrance des personnes atteintes de pathologies graves comme des cancers, et subissant des traitements douloureux aux pénibles effets secondaires.

L'innovation, clé de voûte du développement durable de la santé

Plusieurs facteurs rendent l'activité de recherche et développement cruciale pour les acteurs de la santé : la fin des brevets des médicaments phares, l'émergence de nouvelles pathologies, le nombre croissant de patients en perte d'autonomie et aspirant à une meilleure qualité de vie, ou encore les compétences lacunaires sur certaines zones. L'innovation constitue ainsi le principal levier d'amélioration, grâce au développement de nouvelles molécules, à un meilleur ciblage des traitements, à un accent sur les solutions préventives pour limiter la surmédication, au développement de soins personnalisés pour améliorer la qualité de vie des patients, ou encore au partage d'expertises pour favoriser l'accès au soin pour tous.

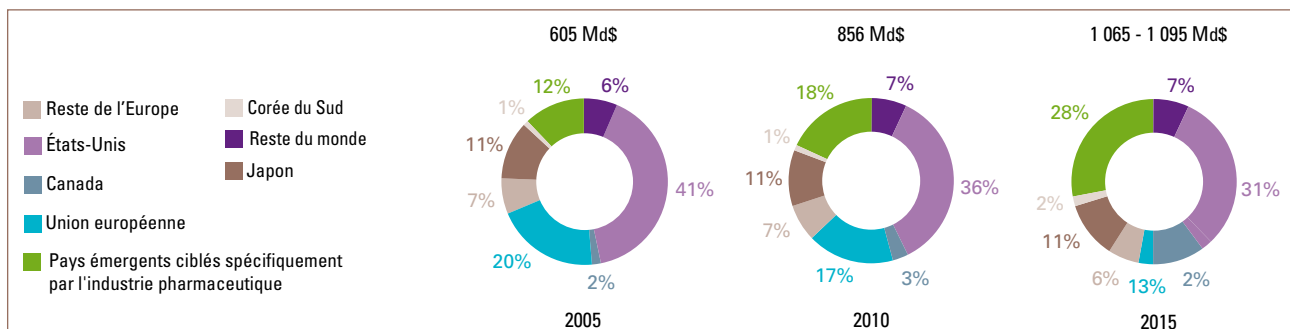


Figure 6 : Répartition des dépenses de santé par zones géographiques



SANTÉ DURABLE

21 Des solutions responsables

1 Adaptation de l'activité aux enjeux locaux

Pour une entreprise pharmaceutique, il s'agira par exemple de mettre en place de façon systématique, lors de chaque nouvelle implantation dans un pays, une démarche pour adresser spécifiquement les besoins médicaux locaux : orientation de recherche et développement vers des maladies prioritaires *in situ*, pratiques de prix différenciés selon les revenus locaux, sensibilisation de la population selon des méthodes pédagogiques adaptées pour améliorer le dépistage et la prise de traitement, etc.

2 Contribution à la pérennisation des systèmes de santé locaux dans les pays en développement

L'accès durable aux soins pour tous passe avant tout par la mise en place de systèmes de santé autonomes et pérennes. La thématique privilégie ainsi les acteurs mettant en place des initiatives proactives allant en ce sens. Pour un groupe d'équipements médicaux, il s'agira, par exemple, de contribuer au développement d'infrastructures de santé dans les pays émergents, d'encourager le transfert de compétences grâce à des formations ciblées du personnel de santé permettant une utilisation plus efficace des équipements, etc. En adoptant ce type de démarches constructives, les entreprises préparent leurs marchés de demain, favorisent les gains de parts de marché et concilient ainsi croissance et responsabilité sociétale.

3 Développement d'une expertise de pointe en médecine personnalisée

La médecine personnalisée est née du constat suivant : deux personnes atteintes d'une même pathologie peuvent répondre différemment à un même traitement, notamment du fait de différences génétiques. Dès lors, adopter cette nouvelle approche ouvre de nouvelles perspectives puisqu'elle consiste à soigner les patients en tenant compte d'autres paramètres tels que leur profil biologique et les caractéristiques moléculaires de leur maladie.

Grâce à la médecine personnalisée, il est par exemple possible de définir en amont si le malade sera ou non réceptif à un traitement, de mieux cibler les soins, d'améliorer leur efficacité, de réduire les effets secondaires et ainsi d'améliorer la qualité de vie des patients.

La thématique « Santé durable » cible donc les groupes pharmaceutiques présentant des démarches avancées en la matière. Par exemple dans le cas de pathologies lourdes telles que le cancer, il s'agira de cibler un sous-groupe de patients qui partagent des caractéristiques génétiques particulières et dont la tumeur présente des anomalies moléculaires identiques. En obtenant cette cartographie moléculaire presque « sur mesure », le traitement proposé est plus adapté et les chances de guérison sont maximisées.

			Principaux secteurs				
			Groupes pharmaceutiques et biotechnologies	Équipements médicaux	Services médicaux	Mutuelles et assurances	
Opportunités	Accès aux soins	Prix flexible adapté au niveau de revenu et/ou à la situation locale	1				
		Développement de systèmes de santé pérennes		2			
		Mécanismes de financement					
	Accès aux soins	Innovation	Partage de la propriété intellectuelle				
			Transfert de compétences				
	Innovation	Médecine personnalisée/traitement ciblé	3				
		Recherche de pointe dans des pathologies clés	1				
	Autonomie et qualité de vie	Produits et/ou services réduisant la dépendance et/ou améliorant la qualité de vie des personnes âgées et/ou en situation de handicap					



Absence d'opportunités significatives



Opportunités faibles



Opportunités fortes

TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (TIC) DURABLES

15 % des émissions mondiales de CO₂ pourraient être réduites d'ici 2020 grâce aux technologies du secteur¹

~2 % des émissions globales de gaz à effet de serre générées par les TIC en 2007 (un doublement est prévu d'ici 2020¹)

10 % de hausse du taux de pénétration des télécommunications entraîne une hausse de 1 % du PIB²

11 L'enjeu : fournir des outils pour un développement durable

Le rôle des TIC dans la réduction des émissions

Les TIC ont un rôle important à jouer dans la lutte contre le changement climatique en permettant à des secteurs comme les transports, le bâtiment, l'énergie et l'industrie d'optimiser leurs consommations d'énergie. Les acteurs du secteur estiment que leurs technologies peuvent contribuer à une réduction de 15 % des émissions mondiales de CO₂ d'ici 2020.

Les opportunités au sein du secteur sont diverses :

- *Smart grids*³: amélioration de l'efficacité des réseaux, développement de solutions de gestion de la demande électrique « *demand-response* »⁴...
- Transport : optimisation logistique, développement de véhicules à faibles émissions...
- Bâtiment : automatisation (détecteurs de présence pour gérer l'éclairage, gestion du chauffage et de la climatisation...), modélisations et simulations des consommations énergétiques dès la phase de conception...
- Industrie : optimisation des moteurs électriques, automatisation axée sur les TIC...
- Dématérialisation : télétravail, vidéoconférence, papier électronique...

Le secteur des TIC peut améliorer sa propre efficacité énergétique

Les TIC représentent 2 % des émissions de gaz à effet de serre mondiales, soit autant que les émissions du transport aérien planétaire. Toutefois, ce secteur va continuer à connaître une forte croissance dans les années à venir. À titre d'illustration, d'ici 2020, on devrait compter 4 milliards de PC contre 1 milliard en 2007. Par conséquent, les émissions liées à l'utilisation des ordinateurs personnels, téléphones portables, infrastructures télécoms, data centers (etc.) devraient doubler entre 2007 et 2020.

(1) GeSI - McKinsey, 2008, SMART 2020 - "Enabling the low carbon economy in the information age". • (2) ITU, 2012, The Impact of Broadband on the Economy: Research to Date and Policy Issues • (3) Réseaux intelligents. • (4) Le "demand - response" est un modèle permettant aux producteurs d'électricité, en collaboration avec leurs clients, d'alléger la demande en électricité aux heures de pointe en planifiant différemment l'utilisation d'appareils électriques. Ces modèles permettent à la fois une réduction des coûts pour l'électricien et une réduction de l'impact environnemental de la production d'électricité, la « pointe » étant généralement produite avec les moyens de production les plus polluants.

Des améliorations en termes d'efficacité énergétique existent néanmoins pour permettre de limiter les émissions des TIC.

Les acteurs du secteur estiment notamment que, d'ici 2020, les progrès en matière d'efficacité énergétique devraient compenser la croissance de la demande d'ordinateurs personnels. Cette tendance est encouragée notamment par certains gouvernements, comme aux États-Unis, qui exigent que tout achat informatique respecte la norme Energy Star. Entreprises et consommateurs commencent également à intégrer ces questions environnementales dans leurs décisions d'achat.

Des opportunités sociales importantes

Le secteur des TIC, et en particulier les éditeurs, les médias, les diffuseurs et autres créateurs de contenu, a un rôle important à jouer dans le développement de l'accès à l'information, l'éducation, la communication et la culture. Les produits qui facilitent l'accès et l'usage des communications mobiles et d'internet ont un impact positif sur la vie quotidienne et l'économie. Ainsi, on estime qu'une croissance de 10 % du taux de pénétration des télécommunications permet une croissance de 1 % du PIB. Ces enjeux sont pertinents pour tous, mais sont encore plus importants pour les populations défavorisées. Un des objectifs du programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) est de promouvoir un accès juste et équitable aux technologies entre les pays et au sein des communautés.

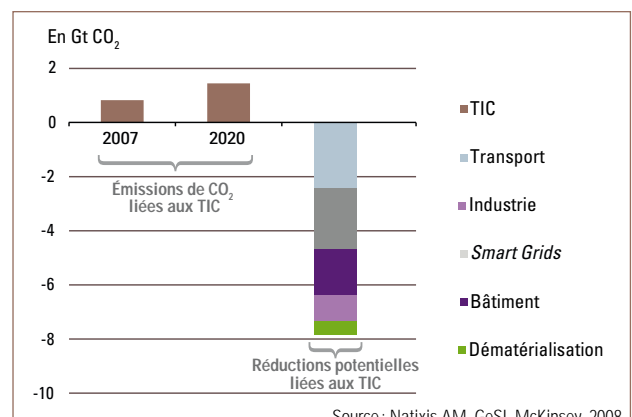


Figure 7 : Impacts et réductions potentielles liés aux TIC

TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (TIC) DURABLES

21 Des solutions responsables

1 Limitation de l'impact énergétique des bâtiments

Des logiciels de modélisation peuvent permettre des réductions importantes de CO₂ et d'énergie pendant l'utilisation du bâtiment. Les simulations fournies permettent aux ingénieurs et aux architectes d'évaluer les consommations énergétiques d'un bâtiment et de déterminer comment la phase de conception pourrait réduire la consommation d'énergie. Autre exemple, l'installation de systèmes de gestion du bâtiment pour contrôler les systèmes de chauffage, de ventilation et d'éclairage, permettent également des réductions de consommations d'énergie.

2 Réduction des consommations des data centers

Avec l'avènement d'internet, les data centers sont régulièrement pointés du doigt pour leurs consommations d'électricité très importantes et en forte croissance. Même si ce constat est une réalité, il existe des solutions pour lutter contre cette tendance. En effet, les performances énergétiques peuvent varier sensiblement d'un data center à l'autre en raison de

différentes technologies de serveurs et des conceptions des bâtiments hébergeant ces appareils. Les marges d'amélioration sont réelles. Certains acteurs proposent aujourd'hui des solutions offrant des réductions importantes des consommations d'énergie. Ces produits permettent aux clients de réduire leur facture électrique et d'améliorer leur empreinte environnementale.

3 Des services bancaires mobiles

Des entreprises de télécommunications présentes en Afrique ont établi des partenariats avec des institutions financières pour fournir aux populations défavorisées, et/ou aux communautés isolées, un accès aux services financiers de base dans les endroits où il n'existe pas de système bancaire traditionnel. Avec des téléphones portables, les utilisateurs de ces services peuvent avoir accès à leurs comptes, à des transactions, à des paiements, à des demandes de crédit et à d'autres opérations bancaires.

		Principaux secteurs			
		Logiciels	Matériel informatique / électronique grand public	Télécoms et équipements télécoms	Médias et services
Opportunités	Contribution à la réduction de carbone / énergie	Automatisation industrielle			
		Logistique intelligente			
		Bâtiments intelligents	1		
		Réseaux intelligents (<i>Smart Grids</i>)			
		Dématérialisation			
TIC vertes	Infrastructures télécoms				
	Data centers	2			
	PC et périphériques				
Accès aux TIC pour tous	Réduction de la fracture numérique			3	
	Meilleur accès à la culture et à l'éducation				
	Contenu responsable				



Absence d'opportunités significatives



Opportunités faibles



Opportunités fortes

FINANCE DURABLE

87 % de croissance du marché de l'investissement socialement responsable (ISR) en Europe entre 2007 et 2009. En 2010, le *core* ISR représente 10 % des actifs gérés¹

> 50 %

du chiffre d'affaires des entreprises de l'indice MSCI All Country World peut être affecté par des événements environnementaux²

2,5 milliards

d'individus n'ont ni compte bancaire ni accès au crédit³

11 L'enjeu : financer une économie positive

Favoriser les investissements contribuant à des changements positifs

Le secteur financier joue un rôle indispensable dans l'allocation de ressources financières et la sensibilisation des clients. Ce rôle implique une responsabilité du secteur dans la transition nécessaire vers une économie plus durable. Par exemple, les banques peuvent, dans leurs décisions d'investissement, favoriser les sociétés présentes dans les énergies renouvelables, de la fabrication d'équipements à la distribution.

Une contribution positive peut aussi être faite en finançant les projets qui favorisent la croissance durable des économies, que ce soit par le financement d'infrastructures nécessaires au développement, l'allocation de fonds à la microfinance, ou bien l'attribution de prêts aux entreprises sociales. Les produits d'assurance peuvent également promouvoir des comportements durables en appliquant, par exemple, des niveaux de primes inférieurs pour les véhicules électriques et les maisons à faible consommation d'énergie.

Analyser les risques ESG⁴

Les impacts environnementaux et sociaux du secteur financier sont limités comparativement à d'autres industries comme l'énergie ou la distribution notamment. Cependant, le secteur financier investit dans les sociétés présentes sur ces industries et finance les projets qui ont un impact direct sur l'environnement et la société. En intégrant des critères ESG⁴ dans leur analyse des investissements ou des prêts, les investisseurs peuvent réduire les impacts indirects de leurs financements et, à long terme, promouvoir une meilleure prévention des risques pour leurs sociétés clientes.

En 2003, le lancement des Principes Équateur (une norme volontaire pour la gestion et l'évaluation des risques concernant l'environnement et les droits de l'Homme dans le financement de projets) a marqué le début de la reconnaissance par le secteur financier de sa responsabilité environnementale et sociale indirecte.

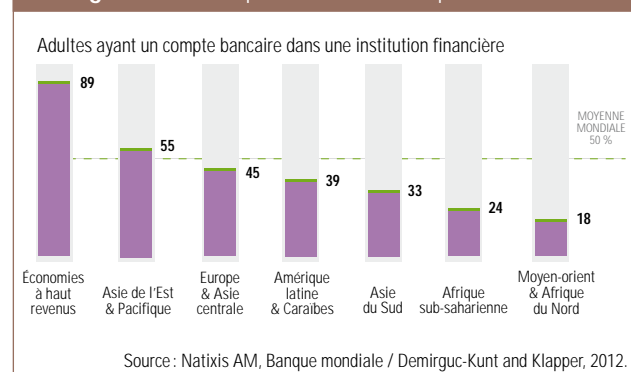
Depuis, d'autres initiatives appliquées à d'autres activités du secteur financier, ont été lancées comme les "Principles for Responsible Investment" (PRI), le "Sustainable Stock Exchange" (SSE) et, plus récemment, les "Principles for Sustainable Insurance".

Toucher ceux qui n'ont pas accès aux services financiers

Selon les estimations de la Banque Mondiale, 2,5 milliards de personnes n'ont actuellement aucun accès aux services financiers, comptes bancaires ou crédit par exemple.

Grâce à la microfinance responsable, qui propose des services comme l'épargne, le crédit et l'assurance à des communautés à faible revenu, l'industrie peut aider ces populations à gérer leurs actifs, générer un revenu et réduire leurs risques financiers.

Figure 8 : Taux de pénétration des comptes bancaires



(1) Eurosif, European SRI Study - USSIF, Sustainable and Responsible Investing Facts, 2010. • (2) UNEP, 2010, Universal Ownership: Why environmental externalities matter to institutional investors. • (3) World Bank, 2012, Who are the Unbanked. • (4) ESG: Environnement, Social/ Sociétal et Gouvernance. • (5) Impact investing: gestion à impact social/environnemental.

FINANCE DURABLE

21 Des solutions responsables

1 Intégration des critères ESG⁵ dans les choix d'investissement

Certains gérants d'actifs établissent des processus afin d'intégrer les risques ESG⁴ dans leurs critères d'investissement. Ces analyses ont pour ambition de favoriser les émetteurs offrant des solutions aux enjeux du développement durable et réduire l'exposition aux sociétés qui ne gèrent, ni ne limitent, leurs impacts socio-environnementaux. Un processus de sélection semblable peut être mis en oeuvre pour analyser des sociétés non cotées ou des prêts aux entreprises.

2 Incitation aux comportements écologiques

Certaines compagnies d'assurance encouragent leurs clients à adopter des pratiques plus écologiques via les produits qu'elles offrent. Ces sociétés mettent en oeuvre une tarification de prime différenciée pour ceux qui achètent des véhicules à faible émission ou des maisons certifiées par des labels environnementaux.

Autre exemple: les assureurs peuvent proposer aux propriétaires d'une maison ou d'un appartement un contrat par lequel, en cas d'un sinistre, la compagnie d'assurance couvrira le coût de mise à jour de la propriété aux standards écologiques.

3 Soutien à l'entrepreneuriat social

Les investisseurs peuvent aussi jouer un rôle dans la promotion d'un développement durable en finançant des entreprises privées dont l'objectif principal est d'améliorer l'impact social et environnemental (*Impact investing*⁵).

Les sociétés visées par ces investissements sont, par exemple, des solutions de transports scolaires dans des zones rurales, la vente de repas à prix abordables dans des communautés défavorisées ou l'installation de panneaux solaires en remplacement de générateurs électriques au diesel...

En se focalisant sur ce type de sociétés, les investisseurs sont capables de générer un bénéfice social ou environnemental en complément d'un retour financier.

		Principaux secteurs					
		Banques de détail	Banques de financement et d'investissement	Gestion d'actifs	Assurances	Financières diversifiées*	
Opportunités	Financement de l'économie réelle	Financer la production des biens et services					
		Vérifier des enjeux ESG ⁵ liés aux biens et services			1		
	ESG ⁵ dans la gestion du risque	Investir dans les sociétés favorisant les enjeux environnementaux					
		Promouvoir des comportements économiques dans les produits et services				2	
		Mettre en oeuvre une politique d' <i>Impact investing</i> ⁵			3		
	Investissement vert	Fournir un accès aux services financiers aux communautés à bas revenus					
Produits sociaux	Financer des infrastructures dans les économies en développement						

Absence d'opportunités significatives
 Opportunités faibles
 Opportunités fortes

*Les financières diversifiées englobent une série de sociétés proposant des services pour les entreprises, telles que les bourses, agences de notation, sociétés de crédit, etc...

AVERTISSEMENT

Ce document est destiné à des clients professionnels. Il ne peut être utilisé dans un but autre que celui pour lequel il a été conçu et ne peut pas être reproduit, diffusé ou communiqué à des tiers en tout ou partie sans l'autorisation préalable et écrite de Natixis Asset Management. Aucune information contenue dans ce document ne saurait être interprétée comme possédant une quelconque valeur contractuelle. Ce document est produit à titre purement indicatif.

Il constitue une présentation conçue et réalisée par Natixis Asset Management à partir de sources qu'elle estime fiables. Natixis Asset Management et Mirova Environment and Infrastructure se réservent la possibilité de modifier les informations présentées dans ce document à tout moment et sans préavis et notamment en ce qui concerne la description des processus de gestion qui ne constitue en aucun cas un engagement de la part de Natixis Asset Management ou de Mirova Environment and Infrastructure. Natixis Asset Management et Mirova Environment and Infrastructure ne sauraient être tenues responsables de toute décision prise ou non sur la base d'une information contenue dans ce document, ni de l'utilisation qui pourrait en être faite par un tiers. Les chiffres cités ont trait aux années écoulées.

Les performances passées ne sont pas un indicateur fiable des performances futures. Les références à un classement, un prix ou à une notation d'un OPCVM ne préjugent pas des résultats futurs de ce dernier.

Les OPCVM, gérés par Natixis Asset Management, cités dans ce document ont reçu l'agrément de l'Autorité des Marchés Financiers ou sont autorisés à la commercialisation en France ou éventuellement dans d'autres pays où la loi l'autorise.

Les OPCVM, gérés par Mirova Environment and Infrastructure, ne sont pas soumis à l'agrément de l'Autorité des Marchés Financiers et peuvent adopter des règles d'investissement dérogatoires décrites dans le règlement.

Préalablement à tout investissement, il convient de vérifier si l'investisseur est légalement autorisé à souscrire dans un OPCVM ; en particulier la souscription des OPCVM gérés par Mirova Environment and Infrastructure, strictement réservée à des investisseurs avertis répondant aux critères définis dans leur règlement.


Les caractéristiques, les frais et le profil de risque et de rendement relatifs à l'investissement dans un OPCVM sont décrits dans le Document d'Informations Clés pour l'Investisseur (DICI) de ce dernier. Le DICI ou le règlement et les documents périodiques sont disponibles sur demande auprès de Natixis Asset Management ou de Mirova Environment and Infrastructure. Vous devez prendre connaissance du DICI ou du règlement, qui doit vous être remis, préalablement à la souscription.

Dans l'hypothèse où un OPCVM fait l'objet d'un traitement fiscal particulier, il est précisé que ce traitement dépend de la situation individuelle de chaque client et qu'il est susceptible d'être modifié ultérieurement.

Dans le cadre de sa politique de responsabilité sociétale et conformément aux conventions signées par la France, Natixis Asset Management exclut des fonds qu'elle gère directement toute entreprise impliquée dans la fabrication, le commerce et le stockage de mines anti-personnel et de bombes à sous munitions.

Mirova. Responsible investing*

Mirova est une marque de Natixis Asset Management.

 Rendez-vous sur www.mirova.com
Suivez-nous : @Mirova_RI

NATIXIS ASSET MANAGEMENT

Société anonyme au capital de 50 434 604,76 €
RCS Paris 329 450 738 - Agrément AMF n°90 009
21 quai d'Austerlitz - 75634 Paris Cedex 13

MIROVA ENVIRONMENT AND INFRASTRUCTURE

Société par actions simplifiée au capital de 550 000 €
Agrément AMF n°GP 02 014 - RCS Paris 394 648 216
21 quai d'Austerlitz - 75013 Paris

L'activité de financement des infrastructures est gérée par Mirova Environment and Infrastructure, filiale de Natixis Asset Management.

UNE EXPERTISE  **NATIXIS**
GLOBAL ASSET MANAGEMENT

* Responsible investing : investir responsable.

